

**M<sup>e</sup> AMAR BENTOUMI DÉPLORE L'EXÉCUTION  
DE SADDAM HUSSEIN**

**«La responsabilité des USA est entière»**

L'association Machaâl Echahid, en coordination avec El Moudjahid, a organisé, hier, une journée de souvenir à la mémoire de l'ancien chef d'Etat irakien Saddam Hussein, exécuté le jour de la célébration de l'Aïd El Adha.

M<sup>e</sup> Amar Bentoumi, ancien bâtonnier et ancien défenseur du défunt, a rappelé lors de la commémoration les conditions de la tenue du procès de Saddam Hussein ainsi que la volonté d'humiliation affichée par l'administration américaine en choisissant le jour de fête religieuse pour l'exécuter. «La responsabilité des USA est pleine», a précisé M<sup>e</sup> Bentoumi.

Par ailleurs, l'ancien bâtonnier n'a pas manqué d'attirer l'attention sur le caractère rapide de l'exécution de l'ancien président irakien, renversé en avril 2003, qui renseignerait sur une volonté de faire taire



Ph. : D. R.

Saddam avant qu'il ne dévoile des secrets, notamment s'agissant de l'implication des USA dans la vente

des armes chimiques. Pour rappel, le président irakien a été condamné à mort pour crimes contre l'hu-

manité le 5 novembre dernier. Sa condamnation est survenue au terme d'un procès jugé chaotique, et avait été confirmée il y a quelques jours seulement en appel.

Pour cela, des associations de défense des droits de l'homme, dont Machaâl Echahid, ont dénoncé les conditions jugées inéquivalentes du procès d'un homme dont le règne a été marqué par plusieurs événements.

Saddam Hussein a été pendu samedi 30 décembre 2006 avant 06h00 du matin. Il avait été condamné à mort le 5 novembre dernier pour l'exécution de 148 chiïtes dans le village de Doujaïl, au nord de Bagdad, dans les années 1980. Six autres affaires dont il a été accusé sont restées en suspens.

I. T.

**EXÉCUTION RETARDEE DES COACCUSES DE SADDAM**

**“Terrifiant”, selon leur avocat**

Les reports de l'exécution de deux anciens hauts responsables irakiens proches de Saddam Hussein sont encore “plus terrifiants” pour ces condamnés que l'exécution elle-même, a dénoncé hier leur avocat. Son demi-frère Barzan Al-Tikriti, ancien chef des services secrets, et l'ex-président du tribunal révolutionnaire Awad Al-Bandar, “ont été prévenus par les Américains qu'ils seraient exécutés le même jour que Saddam”, le 30 décembre, avant plusieurs reports, a expliqué à l'AFP l'avocat jordanien Issam Al-Ghazzawi. Cette attente incertaine est “effrayante, encore plus terri-

fiant que l'exécution elle-même. Si cela s'était passé dans n'importe quel autre pays, l'exécution aurait été annulée”, a-t-il avancé.

Le 30 décembre, “les Américains sont allés voir” les deux condamnés à mort “dans leurs cellules”. “Il était une heure du matin et ils les ont réveillés pour les informer qu'ils allaient être exécutés”, a indiqué l'avocat, qui a dit avoir rencontré les deux hommes séparément mercredi dernier à Bagdad. “Ils les ont transférés dans un bâtiment proche, où ils leur ont demandé d'écrire leurs dernières volontés et leur testament.” Ensuite, les

deux condamnés ont attendu jusqu'à 8h30 et “les Américains sont revenus, leur disant que l'exécution était retardée”, a-t-il poursuivi.

Leur exécution a ensuite été fixée à jeudi, mais a encore été ajournée en raison de pressions internationales croissantes, après les polémiques autour de l'exécution de Saddam Hussein.

Hier, aucune date n'était encore fixée pour leur exécution, selon un député chiite proche du Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki. Au terme de la loi, les autorités irakiennes ont jusqu'au 25 janvier pour le faire.

**Démonstration de force du Fatah dans un stade de Ghaza**

Des dizaines de milliers de partisans du Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas se sont rassemblés hier dans un stade de Ghaza pour célébrer le 42<sup>e</sup> anniversaire du parti, dans une démonstration de force face au mouvement islamiste Hamas qui contrôle le gouvernement.

L'homme fort du Fatah dans la bande de Ghaza et bête noire du Hamas, le député Mohammad Dahlane, a menacé de riposter à toute attaque contre les partisans du Fatah, devant des dizaines de milliers d'hommes armés qui scandaient à l'adresse du mouvement islamiste : “La mort pour les meurtriers!”. “Chiïtes! chiïtes!”, criaient également les hommes du Fatah, qui accusent le Hamas d'être contrôlé par l'Iran chiïte, alors que des centaines d'autres tiraient des rafales d'armes automatiques sous les portraits du défunt leader historique palestinien Yasser Arafat. “Notre message aujourd'hui est l'union et la



Des dizaines de milliers de partisans du Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas se sont rassemblés hier dans un stade de Gaza. Ph. : D. R.

force, derrière la direction du Fatah d'Abou Mazen (Mahmoud Abbas) et de ses forces armées pour dire que le sang du (colonel) Mohammed Ghraïb marque un tournant dans nos relations” avec le Hamas, a lancé Mohammad Dahlane. Mohammed Ghraïb, un

colonel de la Sécurité préventive, un organe de sécurité fidèle à M. Abbas, a été tué jeudi par des partisans du Hamas qui avaient assiégé sa maison à Jabaliya (nord de la bande de Gaza). Lors de l'assaut, Mohammed Ghraïb avait lancé, par téléphone, à la

télévision publique palestinienne, un appel désespéré pour qu'on lui vienne en aide.

“S'ils pensent que ce meurtre restera sans réponse, ils se trompent. Nous quitterons ce lieu (...) avec un nouveau programme : si quelqu'un du Fatah est attaqué, nous riposterons deux fois plus fort”, a ajouté M. Dahlane.

De son côté, le secrétaire général de la présidence, Tayyeb Abdelrahim, a assuré que le sang palestinien était une “ligne rouge” à ne pas franchir.

Le Fatah a été fondé en 1959 par Yasser Arafat, mais a lancé sa première action armée contre Israël le 1<sup>er</sup> janvier 1965.

Le Fatah et le Hamas sont entrés samedi dans une nouvelle épreuve de force avec la décision de Mahmoud Abbas de déclarer “illégal” une force contrôlée par le gouvernement islamiste, qui a doublé ses effectifs et menacé de riposter contre “toute atteinte”.

**PRÉSIDENTIELLE**

**EN FRANCE**

**De Villepin n'apporte pas son soutien à Sarkozy**



Le Premier ministre français Dominique de Villepin a annoncé hier qu'il ne soutiendrait pas le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, favori des sondages à droite, lors du vote interne à l'UMP du 14 janvier qui devrait l'introniser comme candidat à la présidentielle. M. Villepin, proche du président Jacques Chirac et qu'une rivalité oppose de longue date à M. Sarkozy, a déclaré qu'il ne participerait pas au vote prévu lors du congrès de l'UMP. M. Chirac n'ayant pas encore annoncé s'il se représenterait ou pas. “Je serai présent pour le déjeuner” au congrès UMP à Paris, car “c'est un moment de rassemblement pour notre famille politique”, a déclaré le Premier ministre. “Donc je serai présent mais je ne participerai pas au vote car il ne vous a pas échappé que le président de la République ne s'étant pas prononcé, comme chef du gouvernement, je ne suis pas en mesure de participer à ce vote”, a-t-il dit. M. Chirac, qui ne sera pas présent lors de ce congrès, a indiqué qu'il se prononcerait sur son éventuelle candidature au cours du “premier trimestre”.

Interrogé sur ses propres intentions, M. De Villepin, loin derrière M. Sarkozy dans les sondages, s'est, lui, borné à répéter qu'il était “à (sa) place et à (sa) tâche de Premier ministre”. “Je veux y être fidèle”, a-t-il dit en estimant qu'il avait “beaucoup de travail au service des Français”.

Le très chiraquien Jean-Louis Debré, président de l'Assemblée nationale, a voulu réaffirmer que le scénario à droite restait ouvert, en annonçant vendredi qu'il ne voterait pas pour M. Sarkozy lors du congrès de l'UMP.

“Je veux savoir avant de me prononcer définitivement qui seront les candidats représentant la droite et le centre”, a expliqué M. Debré, citant notamment les noms de la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie et de M. De Villepin.

Les sondages donnent M. Sarkozy au coude à coude avec la candidate socialiste Ségolène Royal en cas de face à face au deuxième tour de l'élection présidentielle d'avril-mai.

**L'armée américaine passe au crible les notes manuscrites de Saddam**

L'armée américaine en Irak a confisqué les livres de l'ancien président irakien Saddam Hussein, ainsi que ses notes manuscrites et ses poèmes écrits en prison pour les “passer au crible” avant de les rendre à ses avocats, a indiqué hier l'un d'entre eux à l'AFP.

“Les Américains veulent les passer au crible et les lire entièrement avant de nous les donner”, a expliqué l'avocat jordanien Issam Al-Ghazzawi. “Ils ont promis de nous les remettre une fois qu'ils auront fini, mais n'ont pas fixé de date”, a-t-il ajouté.

Saddam Hussein, qui a été pendu le 30 décembre à Bagdad, a produit plusieurs livres et de nombreux poèmes tout au long de sa vie.

M. Ghazzawi a dit s'être renseigné auprès des autorités américaines à Bagdad au sujet du Coran dont l'ancien raï ne se séparait jamais pendant son procès. “Il l'a légué à Badr, un avocat qui est le fils d'Awad Al-Bandar”, l'un des coaccusés de Saddam Hussein qui a également été condamné à mort, a-t-il indiqué. “Les Américains disent que le Coran est actuellement entre les mains du procureur Mounqith Al-Faroun”, qui était présent lors de la pendaison, a-t-il ajouté. Juste avant son exécution, des images ont montré Saddam Hussein donnant son Coran à l'un des témoins en lui demandant de le remettre à “Badr”.